

Le « nationalisme officiel » du Parti Progressiste Soudanais (PSP). Histoire d'un projet politique inabouti *

Jean-Hervé Jézequel

L'historiographie des mouvements d'indépendance en Afrique de l'ouest attribue aux élites « modernes » un rôle moteur en tant qu'acteurs et producteurs des discours nationalistes ¹ et anticolonialistes ². A partir des années 1980 et 1990, le tournant du « politique par le bas », né dans le sillage des travaux de Jean-François Bayart, a restitué le rôle fondamental joué par d'autres couches de la population ³. Par contre, le rôle des élites dans le développement des nationalismes africains n'a pas suscité d'approches renouvelées. Tout en notant quelques exceptions de circonstance, on continue d'opposer le nationalisme des élites modernes à la collaboration des anciennes élites. Pourtant, de récentes études consacrées à d'autres aires coloniales, notamment à l'Asie ⁴, soulignent les comportements différenciés des élites dites modernes dans les processus d'émancipation nationale. Traversés par d'importantes lignes de fracture internes, ces groupes ont mis leurs compétences scripturaires et leur « culture métisse » au service de plusieurs discours nationalistes et groupes d'intérêts. Les anciennes aristocraties locales notamment, en quête d'un pouvoir perdu, ont, par l'intermédiaire de lettrés issus de leurs rangs, développé un discours et des organisations nationalistes spécifiques globalement désignées sous le terme de « nationalisme aristocratique » ⁵. Ces analyses montrent que l'opposition entre nationalisme et collaboration traverse les segments d'élite et surtout qu'elle n'épuise pas la diversité et la complexité des stratégies politiques développées par les élites autochtones.

Au Mali (ancien Soudan français), l'historiographie oppose d'une part l'Union Soudanaise, branche locale du Rassemblement Démocratique Africain (US-RDA), présenté comme le « parti des instituteurs » et auquel on attribue le monopole du discours nationaliste et anticolonial et, d'autre part, le Parti Progressiste Soudanais (PSP), parti des chefs de canton, qui, englué dans le localisme de ses luttes internes, n'aurait jamais réussi à élaborer un projet national et une ligne politique autre que celle d'un collaborationnisme pragmatique (Morgenthau, 1964). Les anciennes élites précoloniales sont de fait considérées comme les grandes perdantes sinon les grandes absentes de la lutte anticoloniale.

La présente communication propose une analyse renouvelée du PSP à travers l'étude des forces sociales qui l'animent et des discours produits par ses principaux leaders. Il s'agit de montrer en quoi le PSP produit de façon

* Une première version de cet article a été communiquée par son auteur à l'occasion des Journées d'études *De l'ethnique au national: Politiques, territoires et traditions dans les sociétés colonisées*, organisées par le LDC, le 18 et 19 novembre 2002, à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (Paris).

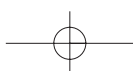
1. On ne discute pas ici de l'émergence d'un sentiment national en Afrique de l'ouest mais plus simplement de la naissance de discours qui s'inscrivent dans un cadre national supposant une indépendance acquise ou à venir. Les différentes définitions possibles du « nationalisme » seront abordées dans la seconde partie lors de l'interprétation que l'on peut faire de l'action du Parti Progressiste Soudanais.

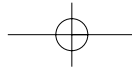
2. Entre autres : Morgenthau, 1964 ; Coleman & Rosberg, 1964 ; Lombard, 1967.

3. Bayart, 1992. On peut également citer les travaux de Thomas Bierschenk et Jean-Pierre Olivier de Sardan sur les arènes locales (Bierschenk & Olivier de Sardan, 1998).

4. Jaffrelot, 1991, Bertrand, 1997.

5. R. Bertrand, *Le nationalisme aristocratique dans les Indes néerlandaises orientales. Une approche historique de la contribution de l'élite priyayi à la construction idéologique et institutionnelle de la nation indonésienne*, Mémoire de DEA, septembre 1997, 195p.





6. « Aristocratie », « aristocratique », « nationalisme aristocratique » sont des concepts dont la manipulation dans le cadre de sociétés africaines pose problème. Rapportées au cas indonésien, ces notions sont utilisées par Romain Bertrand (1997) pour décrire l'émergence d'un groupe homogène et structuré d'élites traditionnelles, les Priyayi. Dans le cas du Cameroun, Bayart (1979) utilise également le concept pour désigner les différents segments d'élites précoloniales en dépit de la diversité ethnique du pays. Dans le cas du Soudan français, les sociétés précoloniales offrent une telle diversité d'organisation politique et sociale qu'il paraît impossible d'envisager l'existence d'une unique classe aristocratique : des « Big Men » malinké de la région de Kita (Hopkins, 1972) à la théocratie peul-toucouleur de Bandiagara en passant par les seigneurs de guerre sénoufo de Sikasso, il est illusoire de vouloir tracer une quelconque unité. Néanmoins, nous avons décidé d'utiliser cette notion de *nationalisme aristocratique* non pas comme un concept servant à décrire une structure sociale effective mais plutôt comme la traduction imparfaite d'une ressource discursive développée par certains acteurs du jeu politique.

7. La littérature sur ces thèmes est pléthorique, citons le cas des résistances ouest-voltaïques étudiées par Kambou-Ferrand (1993). La participation des élites précoloniales à la lutte contre l'envahisseur ne présente pas toutefois un caractère d'évidence. L'engrenage de la « résistance » obéit à des logiques locales très complexes comme le montre T. C. Weiskel (1980) dans le cas des populations Baoulé.

8. Jacques Lombard est l'un des premiers à utiliser l'expression en 1967 pour désigner les nouvelles élites lettrées (entendre ici « passées par l'école française ») par opposition aux élites locales issues des chefferies précoloniales et/ou administratives (Lombard, 1967).

9. Morgenthau (1964: 281) souligne ainsi la façon dont ces aristocraties furent instrumentalisées par les élites modernes à travers les pactes familiaux.

10. Pour l'histoire politique du Soudan voir entre autres : Morgenthau, 1998; Hodgkin & Morgenthau dans Coleman & Rosberg, 1966; Campas, 1978; Danioko, 1984.

11. Le sigle officiel du parti progressiste Soudanais est PSP et non PPS.

12. Il existe comme dans les territoires voisins des formations politiques à base régionale comme l'Union Dogon. Ces dernières constituent surtout des rampes électorales. Après les élections, les élus de ces listes régionales rejoignent l'un ou l'autre des deux grands partis. Ainsi, après les élections de 1957, les élus de l'Union Dogon siègent aux côtés du RDA, largement majoritaire.

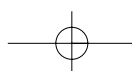
latente un discours « aristocratique »⁶ sur la nation qui, pour différentes raisons, ne parvient jamais à s'imposer. L'enjeu de cette étude se situe à plusieurs niveaux : elle témoigne d'abord de la complexité des engagements partisans au sein des élites ouest-africaines et souligne l'existence de discours alternatifs occultés par la mémoire nationale après l'Indépendance. Elle montre ensuite que le discours nationaliste ne reflète pas l'expression de forces sociales en attente du pouvoir mais qu'il constitue l'un des principaux vecteurs par lesquels ces nouvelles forces sociales tendent à se constituer en acteurs collectifs sur la scène politique.

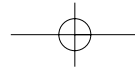
« Nationalisme du costume » et « collaboration du turban » : quelques lieux communs de l'histoire politique du Soudan français

En Afrique de l'ouest, une « tradition » historiographique oppose de façon classique résistances primaires et luttes nationalistes. Les résistances primaires, qui se situent pour l'essentiel au début de la colonisation de l'Afrique de l'ouest présentent surtout une dimension défensive et locale. Ces luttes ont souvent été menées à l'instigation des élites « traditionnelles », groupe très affecté par le nouvel ordre colonial en gestation et désireux, en conséquence, de restaurer l'ordre ancien⁷.

Ces luttes primaires se distinguent des luttes nationalistes dont l'enjeu réside dans la création d'États africains indépendants regroupant des populations pour lesquelles l'unité nationale apparaît comme une idée neuve. En Afrique de l'ouest, ce combat « national » fut pris en charge, après 1945, par des « hommes nouveaux »⁸, à savoir l'élite issue des écoles mises en place par le colonisateur. À l'inverse, les anciennes élites n'auraient joué qu'un rôle négligeable dans les luttes pour l'Indépendance⁹. On évoque généralement leur compromission au sein de « partis administratifs » comme le PSP (Mali) ou l'UNIS (Niger) et leur opposition aux hommes « nouveaux » (les « élites modernes ») majoritairement regroupés dans les différentes sections du RDA (Lombard, 1967 ; Crowder & Ikime, 1970). L'histoire politique du Mali reflète très bien ce scénario aux oppositions pour le moins schématiques.

L'histoire politique du Soudan français, telle qu'elle a été écrite jusqu'ici, reflète bien cette opposition de rôles entre les deux segments d'élites africaines¹⁰. Ces travaux soulignent en effet l'opposition bipartisane qui caractérise la vie politique soudanaise après 1945 : l'Union Soudanaise (USRDA), branche locale du Rassemblement Démocratique Africain fondé en 1946 lors du congrès de Bamako s'oppose au Parti Progressiste Soudanais du député Fily Dabo Sissoko (PSP¹¹). Ces deux formations dominent, presque exclusivement, la vie du pays¹². Cette structuration bipartisane est généralement interprétée comme l'affrontement entre un parti nationaliste (l'USRDA) et un parti de l'administration ou collaborationniste (le PSP). Selon Ruth Morgenthau, les deux partis sont animés par deux élites distinctes qui se disputent le pouvoir. Le RDA regroupe les élites lettrées et généralement urbanisées dont les leaders se recrutent essentiellement en milieu enseignant tels Mamadou Konaté, Modibo Keïta ou Jean-Marie Koné : c'est le « parti des instituteurs ». À l'inverse, le PSP recrute essentiellement parmi les chefs de canton (Fily Dabo





Sissoko, Almamy Koreissy, Balobo Maïga, Simbo Keïta, Djigui Diallo, etc.), les notables et plus largement tous les petits intermédiaires dont l'ascension sociale est liée à la présence française : c'est le « parti des chefs ». A l'instar de Morgenthau, Jean-Loup Amselle insiste également sur le fait que la création des partis après guerre ouvre une structuration de l'espace politique fondée sur les appartenances de classes : « en 1946 avec la création des partis et syndicats, les différentes classes sociales et forces politiques qui travaillaient le Soudan colonial en profondeur, trouvent soudain à s'exprimer »¹³. L'affrontement entre le RDA et le PSP reflète selon lui l'opposition entre deux coalitions d'élite : d'une part, une alliance constituée des « bureaucrates » (les fonctionnaires africains) et des commerçants et, d'autre part, « les notables locaux et les aristocrates ruraux »¹⁴. De la même manière, Pierre Campas analyse l'opposition USRDA/PSP comme un affrontement entre « hommes nouveaux », qui exercent un quasi-monopole sur le projet nationaliste, et chefs locaux dont l'autorité est liée à l'administration coloniale¹⁵. L'opposition entre le RDA et le PSP refléterait ainsi une opposition tranchée entre deux coalitions chacune dominées par une élite distincte, les instituteurs d'un côté et les chefs de canton de l'autre. Le nationalisme serait dès lors l'apanage des « gens en costume » alors que la collaboration caractériserait les « gens du turban »¹⁶.

Une analyse plus poussée des acteurs politiques soudanais montre cependant que les oppositions ne sont pas aussi claires. Dans la seconde partie de ce travail, nous allons suivre les itinéraires politiques des instituteurs soudanais pour montrer qu'ils constituent l'élite dirigeante de l'USRDA comme du PSP. Plus largement, il nous semble important de remettre en question deux lieux communs de l'histoire politique en Afrique de l'ouest : d'une part la relative passivité de la chefferie – ou du moins son rôle secondaire – dans le processus menant aux indépendances ; d'autre part, l'idée même d'un cloisonnement étanche et d'une opposition irréductible entre « hommes nouveaux » et anciennes classes dominantes.

Les dynamiques de l'affiliation partisane : l'engagement politique des instituteurs au Soudan français

Au Soudan français, les milieux enseignants ont fourni une large part du personnel politique élu après guerre. Des élections territoriales de 1946 à celles de 1957, la part des instituteurs dans les assemblées locales du Soudan oscille entre 21 % et 36 % (soit entre un cinquième et plus du tiers des élus)¹⁷. Sur les 136 élus soudanais dont nous connaissons la profession, 36 (soit 26 %) sont des enseignants ou anciens enseignants diplômés de Ponty ou de Katibougou. Sur cette même période, presque tous les députés envoyés par le Soudan à l'Assemblée Nationale française sont également instituteurs (Mamadou Konaté, Hammadoum Dicko, Modibo Keïta) ou anciens instituteurs (Fily Dabo Sissoko)¹⁸. Seul le député Baréma Bocoum (élu en 1956), Pontin diplômé de la section administrative, n'a jamais appartenu aux cadres de l'enseignement.

Si l'on trouve beaucoup d'enseignants parmi les élus soudanais, ils sont loin de se ranger sous la même bannière politique. En dépit des conclusions qu'elle en tire, l'ouvrage publiée par Morgenthau comprend ainsi un

13. Amselle, J.-L. dans H. Bernstein & B. Campbell (1985, p. 249).

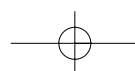
14. Idem, p. 250.

15. Campas, P. 1978.

16. Dans de nombreuses sociétés sahéliennes, le port du turban marque l'intronisation d'un individu à la chefferie.

17. Source : Jézéquel, 2002.

18. La seule exception est Baréma Bocoum, élu en 1956. Diplômé de Ponty comme tous les autres députés du Soudan élus entre 1945 et 1960, Bocoum est néanmoins le seul à être issu de la section administrative.



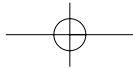


tableau très suggestif sur la composition des bureaux exécutifs des deux partis. La direction du PSP comprend six Pontins sur douze membres alors que l'USRDA en comprend sept sur quinze membres, soit en deux proportions très voisines (50 % pour le PSP contre 47 % pour l'USRDA)¹⁹. Selon ce même tableau, la différence entre les deux bureaux politiques réside moins dans l'activité professionnelle de ses membres²⁰ que dans leur statut social : si la moitié des leaders du PSP est issue de « familles de chefs » (six sur douze contre deux sur quinze pour l'USRDA), la grande majorité des dirigeants de l'USRDA sont des « roturiers », des gens du commun (onze sur quinze contre cinq sur douze pour le PSP)²¹.

Le fichier prosopographique construit au cours de nos recherches (Jézequel, 2002) complète utilement ces données en montrant combien les instituteurs rejoignent aussi bien les rangs de l'USRDA que ceux du PSP. Le tableau reproduit ci-dessous fournit les informations recueillies sur les élus de la première assemblée territoriale de 1952 en distinguant conseillers du RDA et ceux du PSP (Tableau 1).

Ce tableau montre d'abord que seul le PSP affiche des élus qui appartiennent à la catégorie des chefs de canton. Il faut pourtant noter que parmi les six élus PSP issus de la chefferie (24% des élus du parti), deux d'entre eux sont d'anciens instituteurs diplômés de Ponty (Fily Dabo Sissoko et Almamy Koreissy) et deux autres sont d'anciens commis-interprètes diplômés de l'école des fils de chefs de Kayes (Tahirou Cissé et Balobo Maïga). Le tableau souligne surtout que les instituteurs et plus largement l'élite intellectuelle issue de Ponty se partagent entre le PSP et l'USRDA : 41,2 % des élus RDA en 1952 sont des instituteurs ou anciens instituteurs contre 36% pour le PSP. Si l'on se réfère au nombre total d'anciens Pontins (toutes sections confondues), le PSP dépasse le RDA en nombre (14 élus contre 9) et en proportion (56 % des

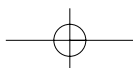
	USRDA		PSP	
	En nombre	En pourcentage	En nombre	En pourcentage
Nombre total d'élus	17	100	25	100
Instituteurs	6	35,3	7	28
Chefs de canton	0	0	6	24
Médecins et vétérinaires	2	11,8	4	16
Commerçants, employés de commerce, profession libérale				
Commis et autres fonctionnaires	4	23,5	3	12
Divers (élu européen)	4	23,5	5	20
	1	5,9	0	0
Dont:				
Instituteurs et anciens instituteurs				
Anciens Pontins	7	41,2	9	36
	9	52,9	14	56

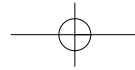
19. Morgenthau (1998, p. 304)

20. Idem.

21. Idem.

Tableau n° 1 : Occupation professionnelle des élus RDA et PSP à l'Assemblée Territoriale élue en 1952 – Sources : Jézequel, 2002.





élus contre 52,9 %). Si l'on s'intéresse maintenant aux candidats et non plus aux seuls élus, on s'aperçoit que le PSP présente, parmi ses candidats officiels, plus d'instituteurs que le RDA. *L'Essor*, le journal de l'USRDA, donne ainsi la liste des candidats des deux partis en mentionnant leurs professions : sur les trente candidats des listes de l'USRDA en 1952, on trouve neuf instituteurs ou anciens instituteurs (soit 30 %), alors que l'on en compte seize sur les quarante candidats ²² du PSP (soit 40 %) ²³.

Sans être dénuée de sens, l'opposition entre « *enseignants et chefs au Mali* » ²⁴ ne permet pas de décrire la complexité des affiliations partisans. Si les chefs rejoignent en majorité le PSP, les instituteurs se partagent, eux, entre les deux partis. L'appartenance à l'élite lettrée ne suffit donc pas à déterminer une affiliation partisane homogène. Comment expliquer que les instituteurs et plus largement les Pontins constituent l'essentiel des cadres du RDA comme ceux du PSP, qu'ils militent aussi bien au sein du parti des « hommes nouveaux » que dans celui des « anciens chefs » ?

L'étude comparée de l'itinéraire politique de deux instituteurs diplômés de Ponty, l'un ayant rejoint le RDA et l'autre le PSP, permet de saisir quelques unes des dynamiques qui déterminent des affiliations divergentes.

Né vers 1903, O. B. Maïga est originaire de Homboré, un bourg situé entre le cercle de Bandiagara et celui de Douentza ²⁵. Il appartient à une famille de nobles *songhaï* ²⁶. Sa famille est assez aisée et jouit d'une bonne considération locale ²⁷. Elle est liée aux premiers chefs de canton nommés par les Français lors de leur arrivée. Un des parents d'O. Maïga, Balobo Maïga est ainsi envoyé à l'école des fils de chefs de Kayes dès la fin du dix-neuvième siècle. Il en sort interprète et retourne exercer dans sa région d'origine. Balobo Maïga a par la suite encouragé ses proches parents à envoyer leurs propres enfants à l'école ²⁸. C'est ainsi que O. Maïga fut envoyé à l'école de Homboré au début des années 1910. Il franchit avec succès toutes les étapes du système scolaire colonial et entre à l'école normale William-Ponty. Il en sort diplômé en 1923 et entame une carrière d'instituteur au Soudan français. La trajectoire professionnelle de Maïga est très intéressante. Loin de chercher à se faire affecter dans les principaux centres urbains, Maïga mène toute sa carrière dans le nord du pays, en pays Songhaï ²⁹. Il s'agit pourtant d'une région qui n'attire pas les fonctionnaires, en particulier ceux qui sont originaires du sud du territoire ³⁰. Maïga reste pour sa part d'autant plus lié à sa région d'origine qu'il a épousé plusieurs femmes issues comme lui de la noblesse Songhaï de la région d'Homboré.

Après-guerre, O. Maïga s'engage comme beaucoup d'autres instituteurs dans la politique. Son parent, Balobo Maïga, conseiller territorial du PSP, le sollicite pour animer des sections dans les postes où il exerce. S'il n'est jamais lui-même candidat, il se révèle par contre un militant actif du PSP dans les cercles de Douentza et de Bandiagara. Il anime des réunions politiques et rédige des rapports pour le parti ³¹. L'engagement de Maïga au sein du PSP est étroitement lié aux réseaux de sociabilité auxquels il appartient. Par son style de vie et son statut de notable local ³², il se sent probablement plus proche du PSP, parti qui défend les intérêts des notabilités locales et de la chefferie. Par ses relations familiales, il appartient au réseau de Balobo Maïga, cacique du PSP dans la région d'Homboré. Ce dernier recrute ses lieutenants parmi ses parents ³³ : O. Maïga lui sert de secrétaire politique ; le fils de

22. La différence entre le nombre de candidats du PSP et de l'USRDA semble due au fait que l'USRDA ne présente pas de candidats dans les circonscriptions de Bandiagara, Goundam, Niafunké et Koutiala. A moins que cela soit dû à un oubli du journal.

23. Sources : listes publiées dans *L'Essor*, n° 707, 710 et 711, mars 1952.

24. Il s'agit du titre donné par Ruth Morgenthau à son chapitre sur le Mali (Morgenthau, 1998, p. 277).

25. Les informations sur O. B. Maïga et Homboré sont issues de l'entretien avec M. Maïga, fils d'O. B. Maïga (entretien réalisé à Bamako, Mali).

26. Groupe ethnique du nord du pays.

27. Les enfants d'O. Maïga sont aujourd'hui fiers de rappeler que lors d'une famine dans la région Homboré, leur famille, qui disposait de réserves suffisantes, avait ouvert ses greniers à grains et aidé la population.

28. On peut formuler deux hypothèses à ce sujet. Balobo, ayant compris l'intérêt que l'on pouvait tirer de l'école, tenait peut-être à ce que sa famille compte plusieurs lettrés en son sein. On peut également penser, qu'en tant qu'interprète puis chef de canton, il devait veiller à ce que l'école d'Homboré recrute un nombre suffisant d'élèves. Il était commode pour lui de faire pression sur ses parents (mais aussi sur ses dépendants) pour qu'ils envoient leurs enfants à l'école.

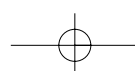
29. Il s'était fait construire une maison en banco similaire aux autres maisons et a repris la gestion des champs et du cheptel familial (Entretien avec M. Maïga, op. cit.).

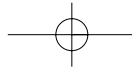
30. Voir ainsi ce que le médecin Mamadou Gologo dit du poste de Douentza, un chef lieu de cercle pourtant plus important qu'Homboré mais situé dans la même région du Soudan. Il est vrai que Gologo, à l'inverse de Maïga, est originaire de Koulikoro dans le sud du pays (Gologo, 1963).

31. Entretien avec M. Maïga, ob.cit.

32. Il est originaire d'une famille issue de la noblesse songhaï. Il a délaissé le mode de vie occidentalisé inculqué à Ponty pour revenir aux pratiques qui caractérisent son groupe d'origine (abandon du costume européen pour vêtement songhaï, maison en banco, repas pris en commun sur une natte contrairement aux usages en vigueur à Ponty, etc.). Il aime ainsi à pratiquer l'équitation dans une société où le cheval est étroitement lié à un statut social supérieur, apanage des nobles guerriers (J.P. Olivier de Sardan dans J.Bazin & E.Terray, 1982).

33. Balobo Maïga, a cherché à faire en sorte qu'Homboré soit hissé au rang de subdivision afin d'attirer les infrastructures admi-





Le nationalisme officiel du PSP / J. H. Jézequel

nistratives. C'était probablement un moyen pour lui de renforcer son assise locale mais aussi de se hisser au dessus des simples chefs de canton.

34. À notre connaissance, il n'existe pas d'étude sur l'histoire sociale et politique d'Homboré.

35. Les informations sur D. Diallo sont issues d'un entretien que nous avons eu avec lui à Bamako en 1997.

36. Il travaille en effet dans les services de l'inspection générale de l'enseignement de l'AOF.

37. Sa seconde épouse est Awa Keïta, sage-femme et première femme député du Soudan. Comme elle en témoigne dans son autobiographie, son père était un ancien tirailleur originaire de Guinée. Il s'était établi à Bamako comme agent d'hygiène et jouissait, dans la ville, d'un statut de notable et d'un prestige qui allait au-delà de ce que pourrait laisser supposer sa seule profession. (A. Keïta, 1975)

38. A l'issue de sa carrière d'enseignant, Diallo est recruté par l'UNESCO dans les années 1960 avant de revenir prendre sa retraite à Bamako. Il achète alors des plantations maraîchères tout autour de la capitale malienne. Au moment où nous l'avons rencontré, il était, à plus de 80 ans, le dynamique président d'une association de producteurs maraîchers de la région de Bamako.

39. Dont quelques anciens copromotionnaires de Ponty comme T. Dembele, futur conseiller territorial en Mauritanie (Entretien avec T. Dembele, Bamako).

40. Voir Jézequel, 2002.

41. Il ne faut pas surestimer les effets des appartenances sociales sur l'engagement politique. D'autres variables entrent en jeu et compliquent tout schéma mécanique : ainsi, les frères Tall de Bandiagara, Karamoko (Ponty, 1916) et Seikou (Ponty, 1936), tous les deux membres de l'USRDA bien qu'issus de l'une des familles les plus prestigieuses de l'ancien Soudan français, celle d'El Hadj Oumar Tall. En effet, les Tall de Bandiagara ou de Ségou ont soutenu le RDA alors que leurs anciens adversaires se rangeaient plutôt du côté du PSP (Morgenthau, 1998). Les affiliations partisans sont donc très dépendantes des dynamiques historiques locales comme l'a fort justement montré Nicolas Hopkins dans le cas de Kita (Hopkins, 1972). Ce travail, qui s'inscrit dans la tradition des *local-level political studies* américaines, montre comment l'engagement partisan est étroitement déterminé par des logiques locales où transparaissent finalement très peu les déterminations plus larges (comme l'appartenance à une catégorie sociale spécifique).

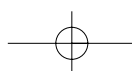
Balobo, Abdoulaye Maïga, commis des greffes (Ponty, 1937), devient son adjoint puis son colistier³⁴.

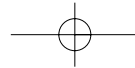
Instituteur diplômé de Ponty, Maïga n'appartient pas pour autant au groupe des « hommes nouveaux ». Il ne se reconnaît sans doute pas dans les élites lettrées et urbaines qui adhèrent plus volontiers au RDA. Son affiliation partisane reflète plutôt le parcours d'un lettré resté très lié à sa région et à son groupe d'origine.

Le parcours de D. Diallo, autre instituteur diplômé de Ponty (1934), est différent à bien des points de vue³⁵. Diallo est né vers 1915 dans un petit village du cercle de Kita. Ses parents sont des petits cultivateurs peuls non-musulmans et parlant un dialecte Malinké. Après le décès de ses parents, il est confié à sa grande sœur qui vit dans la bourgade voisine de Toukoto où elle tient un petit commerce ambulancier. Situé entre Kita et Bamako, Toukoto est un petit poste colonial en expansion depuis que la voie ferrée le traverse. Diallo est scolarisé à Toukoto apparemment sur décision de sa grande sœur. Tout comme Maïga, il gravit tous les échelons de la hiérarchie scolaire et entre à Ponty au début des années trente. Il en sort instituteur en 1934. A partir de ce moment, les trajectoires professionnelles de Diallo et de Maïga diffèrent radicalement. Diallo n'a jamais cherché à exercer dans sa région d'origine, ni à Toukoto ni même au chef-lieu de cercle, Kita. Sa carrière l'amène par contre à exercer dans les grandes villes du Soudan et même à Dakar et Saint-Louis au Sénégal³⁶. De plus, à l'inverse de Maïga qui a épousé des femmes originaires de son village et du même statut que lui, Diallo a épousé deux femmes lettrées et originaires de familles de petits auxiliaires coloniaux ayant eux-mêmes migré à Bamako dans l'entre-deux-guerres³⁷. Ces alliances matrimoniales contribuent à l'éloigner un peu plus de son milieu d'origine et à l'intégrer dans une société urbanisée dont l'élément lettré et occidentalisé constitue l'élite³⁸.

La naissance des premiers partis politiques à partir de 1945 ne laisse pas Diallo indifférent. Il adhère rapidement à l'USRDA dont il connaît personnellement plusieurs membres et sympathisants³⁹. Il les a fréquentés au Foyer du Soudan de Bamako où il était alors en poste. Ici aussi, l'origine et l'itinéraire professionnel de Diallo éclairent son affiliation partisane. D'origine modeste et ayant largement rompu avec sa région d'origine, Diallo est sans doute moins sensible au discours du PSP sur la défense des « élites traditionnelles ». À l'inverse, ses fréquentations et son réseau de sociabilité l'entraînent vers les couches lettrées et urbanisées qui forment les cadres de l'USRDA.

Ces deux itinéraires éclairent quelques-unes des raisons pour lesquelles les instituteurs choisissent d'intégrer des formations politiques concurrentes. Les instituteurs sont originaires de milieux très diversifiés. Ces différences jouent un rôle important dans les affiliations partisans. Par ailleurs, les Pontins ne peuvent être assimilés de façon globale aux « hommes nouveaux » alors qu'une grande partie d'entre eux entretient des liens très forts avec les élites locales. Différents par leurs origines, les instituteurs le sont aussi par leurs trajectoires professionnelles et leurs pratiques sociales : leur situation professionnelle – petits fonctionnaires des cadres non-européens de la fonction coloniale – nourrit des situations d'insatisfaction relative⁴⁰. Pour y faire face, les individus déploient des stratégies différentes : certains comme Maïga tirent profit de leur statut de notable local quand d'autres comme Diallo cherchent plutôt à intégrer les groupes urbanisés dont les lettrés composent l'élite. Ces stratégies influencent évidemment l'engagement politique : l'origine sociale, les pratiques matrimoniales, les réseaux d'appartenance ou encore les choix de carrière constituent autant de variables qui déterminent des affiliations partisans différenciées en milieu enseignant⁴¹.





Il serait vain de chercher un seuil « parti des instituteurs » et encore moins un seul « parti des instruits » fédérant les aspirations communes des enseignants et des autres couches de lettrés. À l'instar du RDA, le PSP s'est construit lui aussi autour d'un noyau de lettrés et plus précisément d'instituteurs issus de familles de notables et qui constituent l'ossature de sa direction. Comme leurs homologues du RDA, ces lettrés vont à leur tour produire un discours politique que l'on ne saurait réduire à un simple collaborationnisme. Dans la dernière partie de ce travail, nous allons montrer en quoi les discours produits au sein du PSP peuvent également se comprendre comme un projet nationaliste alternatif.

La production d'un nationalisme alternatif : la mobilisation d'une élite autour d'une nouvelle « communauté imaginée »

L'histoire politique de l'Afrique coloniale associe fréquemment engagement politique et appartenance socioprofessionnelle. Un grand nombre de ces travaux se fondent sur l'idée que les individus se situent et agissent sur l'espace politique en fonction de leur appartenance sociale. Des groupes que l'on suppose pré-constitués (les chefs, les professions intellectuelles, les commerçants, les anciens combattants, etc.) sont considérées comme autant d'acteurs collectifs dont les positions et les oppositions structurent l'espace politique.

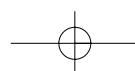
Cette perception est aujourd'hui remise en question par les approches constructivistes. Des travaux comme ceux de Thompson sur la classe ouvrière anglaise ou Boltanski sur les cadres français⁴² ont montré que l'espace syndical et politique constitue plutôt le lieu privilégié du travail de mobilisation et de définition des catégories sociales. Il est utile de transposer ces approches aux dynamiques historiques observées en Afrique de l'Ouest. Dans un cadre colonial marqué par des recompositions et des processus d'hybridation au devenir encore incertain, il est prématuré de concevoir l'espace public comme le lieu d'expression de groupes constitués. Il apparaît plutôt le lieu dans lequel les appartenances collectives se cristallisent à travers les discours, les acteurs, les projets, les structures partisans qui les mobilisent. Or, les instituteurs figurent parmi les acteurs essentiels de ces mobilisations collectives.

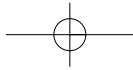
L'exemple du PSP montre que ce sont des instituteurs, étroitement liés aux anciennes notabilités (par l'appartenance familiale, par les alliances matrimoniales, par leur propre statut de chef de canton, etc.), qui produisent les discours de mobilisation d'une « élite traditionnelle » soudanaise largement réinventée. Les leaders du PSP tentent en effet de mobiliser une élite potentielle, celle issue de la chefferie, dans le but de négocier un nouveau partage du pouvoir avec l'administration française. Cette mobilisation passe d'abord par la revalorisation, sinon la réinvention, d'une tradition « aristocratique ». Ce faisant, les leaders du PSP en viennent à définir un véritable projet nationaliste au sens retenu par Benedict Anderson, à savoir d'une « communauté politique imaginée, à la fois souveraine et bornée »⁴³.

A travers sa presse, à travers l'utilisation de références « nationales » (références au peuple soudanais à l'histoire soudanaise, etc.), à travers la revalorisation/réinvention d'une culture et d'une histoire commune, les leaders du PSP ont pris part au processus de construction d'une nouvelle « communauté imaginée ». Ils l'ont fait tout autant que le RDA bien que concu-

42. L. Boltanski, 1982.

43. « It is an imagined political community – and imagined as both inherently limited and sovereign » (B. Anderson, 1991, p. 6)





remment. À l'inverse du RDA, les pratiques discursives de ces « intellectuels organiques » ont alors pour vocation d'accompagner la légitimité d'un pouvoir aristocratique recréé de toute pièce, en le présentant comme le groupe dirigeant « naturel » de cette « communauté imaginée ». Ainsi face à la montée des élites urbaines et occidentalisées, le PSP se chargeait de rendre (ou de donner) à la chefferie une position réaffirmée dans la direction de la communauté prise dans la tourmente des changements. Fily Dabo Sissoko, fondateur du parti, premier député du Soudan, chef du Niambia et ancien élève de l'école normale William-Ponty, défend ainsi l'idée qu'au Soudan, la chefferie est une institution prestigieuse et millénaire puisant ses racines dans un pays qu'elle a toujours dirigé. Devant le Président de la République en visite à Bamako, il déclare que le Soudan doit entrer sur la voie de la démocratie en respectant les traditions ⁴⁴ dont les « aristocrates » sont les dépositaires et les gardiens : « Nous pouvons dire que le Soudan va entrer dans l'ère des démocraties mais conformément à ses traditions ancestrales vénérables dont il entend ne se désaisir jamais. Les descendants de Soundiata ou d'El Hadj Omar, de Tiéba ou de Samori, de Cheikhou Amadou ou de Dâ-Monson, de Hava Demba ou de Niakalé Gara, de Naba Kango ou des Askia, et de tous les peuples qui les suivent tendent à conserver ces traditions » ⁴⁵. Et pour cela, il en appelle à « la restauration du prestige des chefs et, en conséquence, [à] l'accroissement de leurs responsabilités » ⁴⁶.

D'autres Pontins membres du PSP développent des thèmes similaires. Au conseil de l'Union Française, Ya Doumbia, élu PSP et diplômé de Ponty, déclare : « l'histoire de nos grands empires nous apprend que depuis très longtemps nos hommes d'Etat avaient ce sens inné de l'intérêt national quand dès 1841, ils envoyaient des ambassadeurs en Europe ou en recevaient [...] Et les historiens sont d'accord pour dire que ces empires noirs étaient dotés d'une organisation administrative qui subsiste encore de nos jours » ⁴⁷.

Au-delà des discours, les leaders du PSP souhaitent donner plus de réalité aux « aristocraties locales » en négociant l'extension de leurs prérogatives. Au Conseil Général du Soudan, Koreissy Almamy et Konaké Sory ⁴⁸, deux instituteurs et leaders du PSP, encouragent la création de budgets locaux ⁴⁹ dont la gestion serait confiée aux commandants de cercle assistés des conseils de notables. Pour Koreissy, il s'agit d'un « début de décentralisation. Cela permettra de mettre entre les mains des commandants de cercle les crédits nécessaires pour les besoins urgents du cercle et pour faire face aux problèmes immédiats qui se posent. Il nous appartient à nous d'apporter aux articles proposés les modifications nécessaires afin que l'élite qui se trouve dans les différentes circonscriptions puisse intervenir dans la gestion de ce budget et non à nous opposer à la création de cette taxe » ⁵⁰. De façon plus générale, le PSP soutient au Conseil Général une politique de renforcement et de restructuration de la chefferie. Pour réorganiser un « commandement indigène » pléthorique (chefs de quartiers, de villages, de cantons, de provinces), ils recommandent de favoriser l'émergence d'une élite, constituée de chefs de canton mieux rémunérés et « régnant » sur des circonscriptions agrandies. Ainsi, les élus PSP votent en 1950 un nouveau système de rétribution qui favorise les chefs de cantons par rapport aux chefs de villages. Il encourage également l'augmentation de la taille des cantons : en 1959, Koreissy propose « à l'administration d'envisager la fusion de cantons, pour que nous n'ayons pas à grever notre budget avec des poussières de canton » ⁵¹.

Le PSP apparaît comme un parti dans lequel un groupe d'entrepreneurs politiques tente d'objectiver, à leur profit, un intérêt et une conscience

44. Ce projet politique, mêlant « modernité démocratique » et « tradition aristocratique » n'est d'ailleurs spécifique ni du Soudan ni de l'Afrique de l'ouest. Dans le cas des nationalismes qui naissent sous le joug des Empires coloniaux, Jaffrelot qualifie ce type de projet politique de « réformisme stratégique », entendu comme « une tentative des élites menacées par l'avènement de « l'Etat éthique-scientifique » de « moderniser » les « traditions indigènes » pour les hausser au niveau d'efficacité idéologique du référentiel colonial » (C. Jaffrelot, 1991 : 165). Identifiant les scénarios de formation des classes dirigeantes au moment des Indépendances, Jean-François Bayart oppose, quant à lui, les tenants de la modernisation conservatrice, derrière lesquels on pourrait classer le PSP, aux tenants de la révolution sociale, qui correspondraient ici aux militants de l'USRDA (Bayart, 1989).

45. Discours rapporté dans un article du *Soudan Niger*, n°18, juin-juillet 1948.

46. Idem.

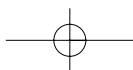
47. Propos rapporté in le *Soudan Niger*, n° 21, mars 1948.

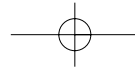
48. Tous les deux sont diplômés de Ponty et issus de la section enseignement.

49. A travers la création en 1949 d'une taxe spéciale des cercles suite à une proposition de l'administration.

50. Comptes-rendus des débats du Conseil Général du Soudan, 2^{ème} session ordinaire de 1949, Séance du 31/10/49, Archives Nationales du Sénégal, Dakar.

51. Comptes-rendus des débats du Conseil Général du Soudan, session de 1950, Séance du 30/11/50, Archives Nationales du Sénégal, Dakar.





de classe. Leur projet n'exprime pas tant les intérêts d'un groupe déjà constitué qu'il ne sert de vecteur de cristallisation d'un groupe en devenir. En ce sens, le projet politique du PSP s'apparente fortement à ce que Benedict Anderson, suivant les travaux de Seton-Watson, a choisi d'appeler un « nationalisme officiel », c'est-à-dire une stratégie d'anticipation produite par des groupes dominants qui se trouvent menacés de marginalisation par l'émergence d'une communauté nationale⁵². Ces groupes développent dès lors leur propre « communauté imaginée » pour conserver leur position dominante⁵³.

Or, qui sont ces entrepreneurs, principaux bénéficiaires d'une politique de décentralisation encouragée par le PSP ? Pour la plupart, les caciques du parti progressiste sont des chefs lettrés ou des fonctionnaires étroitement liés à la chefferie. Beaucoup parmi eux sont diplômés de l'école Ponty : Almamy Koreissy, Fily Dabo Sissoko sont tous les deux anciens instituteurs Pontins et chefs de canton; le second député du PSP, Hammadoum Dicko, est instituteur et fils d'un chef de canton du Macina⁵⁴, le sénateur Amadou Doucouré est ancien élève de Ponty, comptable devenu ensuite chef de canton du Ouagadougou (1954)⁵⁵, Ya Doumbia est un Pontin diplômé de la section administration, Sory Konaké est un instituteur très lié aux notabilités de Mopti (Soudan français), Djime Diallo et Simbo Keïta sont deux anciens instituteurs devenus chefs de canton. Ces chefs lettrés et ces fonctionnaires « notabilisés » entendent mobiliser et promouvoir les intérêts de la chefferie, groupe auquel ils sont étroitement liés et dont ils veulent représenter l'élite.

Leurs projets n'aboutiront pas : au milieu des années cinquante, le PSP, prisonnier d'une attitude de plus en plus collaborationniste avec le pouvoir colonial et tiraillé par les luttes intestines, est en perte de vitesse. Les clivages qui traversent la chefferie expliquent en grande partie cet échec⁵⁶. À l'inverse, l'USRDA est en plein essor pour avoir su rallier les masses rurales. Aux élections de 1957, l'USRDA remporte la quasi-totalité des sièges à l'Assemblée Territoriale. Les cadres du PSP vont alors rejoindre progressivement les rangs de l'USRDA jusqu'à ce qu'en 1958, Fily Dabo Sissoko annonce son propre ralliement au parti de Modibo Keïta⁵⁷.

Conclusion

Au Soudan français, l'opposition entre le PSP et l'USRDA ne peut se réduire à une opposition entre parti des chefs et parti des instituteurs. Au contraire, l'analyse des élus et des cadres dirigeants des deux partis montre que les élites lettrées intègrent les instances dirigeantes du PSP comme celles de l'USRDA. L'engagement pluriel des instituteurs et plus largement des élites lettrées reflète la diversité des origines et des itinéraires suivis par les membres de ce groupe hétérogène. L'analyse du parcours de deux instituteurs appartenant l'un au RDA, l'autre au PSP a permis de montrer l'existence de logiques divergentes de l'affiliation partisane en milieu enseignant. Selon les réseaux d'appartenance, l'origine sociale et les itinéraires professionnels suivis, les engagements militants des instituteurs soudanais se répartissent entre le PSP et le RDA.

De la même manière, l'USRDA n'a pas le monopole du projet nationaliste. Le PSP a également produit un ensemble de discours dans lequel il développe une vision alternative de la « communauté politique » dirigée par

52. « An anticipatory strategy adopted by dominant groups which are threatened with marginalization or exclusion from an merging nationally-imagined community » (B. Anderson, 1991 : 101)

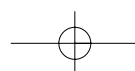
53. Ce type de nationalisme est également qualifiée de nationalisme aristocratique par Romain Bertrand dans son étude des Indes néerlandaises (R. Bertrand, 1997).

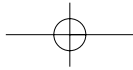
54. Région centrale du Mali.

55. C. Meillassoux, « Amadou Doucouré. In memoriam », *Bulletin IFAN*, Tome XXXI (4), série B, 1969 : 1028-1029.

56. Pour ne donner qu'un exemple, en 1950, Almamy Koreissy soutient le projet de Balobo Maïga, leader PSP, ancien élève de l'école des fils de chefs de Kayes et chef d'Homboré, pour élever son canton au rang de subdivision administrative. Ce projet rencontre l'opposition des chefs des cantons voisins qui craignent de tomber sous l'influence de Balobo Maïga. Profitant de l'occasion, les conseillers généraux RDA exigent que le conseil des notables du cercle soit consulté, ce que refuse le PSP, probablement pour ne pas aggraver la division des chefs dans la région d'Homboré. Le RDA d'ailleurs ne se trompe pas d'adversaire lorsqu'en 1950, il soutient le projet de revivification des « pauvres chefs de canton » mais s'élève contre la « situation scandaleuse » des fonctionnaires détachés dans des postes de chefferie, visant clairement les caciques du PSP comme Koreissy ou Sissoko. Cet exemple souligne combien les rivalités internes à la chefferie gênent l'action du parti. (Comptes-rendus des débats du Conseil Général du Soudan, session de 1950, Séances du 29/11/50 et du 30/11/50, Archives Nationales du Sénégal, Dakar).

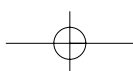
57. Retournant ensuite dans l'opposition, il est finalement emprisonné et trouve la mort dans des circonstances assez troubles en 1964.

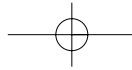




Le nationalisme officiel du PSP / J. H. Jézequel

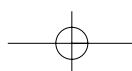
une coalition d'élites issues de la chefferie administrative et/ou précoloniale. En accédant au pouvoir, l'USRDA a oblitéré la mémoire de ce projet politique pour mieux s'approprier le monopole du discours nationaliste. Par ailleurs le cours de l'histoire nous incite à considérer ce « nationalisme officiel » comme un non-objet dans la mesure où le PSP n'a jamais su s'imposer et a finalement sombré dans une attitude de plus en plus collaborationniste à l'égard de l'administration coloniale avant de se rallier tardivement au RDA. Cependant, cette tentative infructueuse de promouvoir un projet politique alternatif et une coalition différente pour le mettre en place permet de restituer les enjeux réels des discours nationalistes de cette époque et de dépasser l'analyse réductrice en termes de résistance/collaboration. En ce sens, l'histoire des projets politiques inaboutis éclaire autant et peut-être plus que l'histoire des projets victorieux.

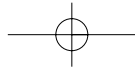




Bibliographie

- Amselle, Jean-Loup 1985. - « Socialisme, capitalisme et pré-capitalisme au Mali (1960-1982) » - Dans : H. B. C. B. 1985 - *Contradictions of Accumulation in Africa* - London: Beverly Hills, pp. 249-266.
- Anderson Benedict 1991. - *Imagined Communities* - London: Verso.
- Bayart, Jean-François 1979. - *L'Etat au Cameroun* - Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- Bayart, Jean-François 1992. - *La politique par le bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie* - Paris: Karthala.
- Benot, Yves 1969. - *Idéologie des Indépendances africaines* - Paris : F. Maspero.
- Bierschenk, Thomas & Jean-Pierre Olivier de Sardan 1998. - *Les Pouvoirs au village, le Bénin rural entre démocratisation et décentralisation* - Paris : Karthala.
- Bourdieu, Pierre 1980. - « Le mort saisit le vif » - Dans : *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°32-33, Paris, 1980, pp. 3-14.
- Boltanski, Luc 1982. - *Les Cadres* - Paris : Éditions de Minuit.
- Breuilly, John 1982. - *Nationalism and the State* - Manchester : Manchester University Press.
- Chartier, Roger 1994. - « L'histoire culturelle aujourd'hui » - Dans : *Genèses*, n° 15, Paris, Mars 1994.
- Chatterjee, Partha 1993. - *Nation and its fragments. Colonial and postcolonial histories* - Princeton: Princeton University Press.
- Crowder, Michael 1968. - *West Africa under Colonial Rule* - London: Hutchinson.
- Crowder, Michael & Obaro Ikime 1970. - *West African Chiefs, their changing status under colonial rule and independence* - New York: Africana Publishing.
- Delannoi, Gil & Pierre-André Taguieff (eds.) 1991 - *Théories du nationalisme* - Paris : Kimé, 324p. (spécialement l'article de Christophe Jaffrelot)
- Fay, C. 1995 - « La démocratie au Mali ou le pouvoir en pâture » - Dans : *Cahiers d'Études Africaines* (Paris), n° 137, pp. 19-53.
- Fuglestad, F. 1975. - « UNIS and BNA : The role of traditionalists parties in Niger, 1948-60 » - Dans : *Journal of African History*, vol. I, n° XVI, pp.113-135.
- Gribaudo, Maurizio 1987. - *Itinéraires ouvriers. Espaces et groupes sociaux à Turin au début du XXe siècle* - Paris : Ecole des hautes études en sciences sociales.
- Gribaudo, Maurizio 1996. - « Echelle, pertinence, configuration » - Dans : Revel, Jacques 1996 - *Jeux d'Echelles. La micro-analyse de l'expérience* - Paris: Gallimard, pp. 113-139.
- Grendi & Lepetit 1989. - « L'expérience historique. A propos de C.E. Labrousse » - Dans : *Annales ESC* (Paris), pp. 1337-1360.
- Hodgkin, Thomas & Ruth Morgenthau 1964. - « Mali » - Dans : Coleman J. S. & C. G. Rosberg 1964 - *Political Parties and National Integration in Tropical Africa* - Berkeley: University of California Press, pp. 216-258.
- Hodgkin, Thomas L. 1956 - *Nationalism in Colonial Africa* - London: Muller, 1962.
- Hopkins, Nicholas 1972 - *Popular Government in an African Town : Kita, Mali* - Chicago : University of Chicago Press.





- Jacob, Jean-Pierre 1998. - « La décentralisation comme distance. Réflexions sur la mise en place des collectivités territoriales en milieu rural Ouest-Africain » - Dans : *Politique Africaine*, n° 71, octobre 1998 ; pp. 133-147.
- Jaffrelot, Christophe 1993. - *Les nationalistes hindous. Idéologie, implantation et mobilisation des années 1920 aux années 1990* - Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Jézéquel, Jean-Hervé 2002. - *Les « mangeurs de craies ». Sociohistoire d'une catégorie lettrée en situation coloniale. Les diplômés de l'école normale William-Ponty (c.1900-c1960)* - Paris : Doctorat de l'EHESS, 2002.
- Kambou-Ferrand, M. 1993 - *Peuples voltaïques et conquêtes coloniales, 1885-1914* - Paris : L'Harmattan.
- Lombard, Jacques 1967 - *Autorités traditionnelles et pouvoir européen en Afrique noire. Le déclin d'une aristocratie sous le règne colonial* - Paris : A. Colin.
- Madiéga, Yenouyaba Georges & Gabriel Massa 1995 - *La Haute-Volta coloniale : témoignages, recherches, regards* - Paris : Karthala.
- Manchuelle, François 1995 - « Assimilés ou patriotes ? Naissance du nationalisme culturel en Afrique française (1853-1931) » - Dans : *Cahiers d'Etudes Africaines* (Paris), n° 138-139, pp. 333-367.
- Martiniello, Marco 1995 - *L'ethnicité dans les sciences sociales contemporaines* - Paris : Presses universitaires de France.
- Mbembé, Achille 1989. - *La naissance du maquis dans le sud Cameroun (1920-1960). Esquisse d'une anthropologie historique de l'indiscipline* - Paris : Thèse de Doctorat de Paris-I.
- Morgenthau, Ruth 1967 - *Political parties in French-speaking West Africa* - Oxford : Clarendon Press.
- Revel, Jacques 1979 - « Histoire et sciences sociales. Le paradigme des Annales » - Dans : *Annales ESC*, Vol. 34, n° 6, Paris, nov.-déc. 1979, pp. 1360-1376.
- Revel, Jacques (ed.) 1996 - *Jeux d'Échelles. La micro-analyse à l'expérience* - Paris : Seuil.
- Sissoko, Fily Dabo 1962 - *La savane rouge* - Avignon : Les Presses Universelles.
- Skinner, Elliott P. 1998 - « African Political Cultures and the problems of governments » - Dans : *African Studies Quarterly*.
- Smith, Anthony 1981. - *The Ethnical Revival* - Cambridge : Cambridge University Press.
- Smith, Anthony & John Hutchinson 1994. - *Nationalism* - Oxford & New York : Oxford University Press.
- Suret-Canale, Jean 1970. - « The Fouta-Djalon Chieftaincy » - Dans : Crowther, M. & Obaro Ikime 1970. - *West African Chiefs, their changing status under colonial rule and independence* - New York : Africana Publishing, pp. 79-97.
- Wallerstein, Imanuel 1965. - « Elites in French-Speaking West Africa : The social basis of ideas » - Dans : *Journal of Modern African Studies*, Cambridge, 1965.
- Whitaker, C. S. 1970. - *The Politics of Tradition. Continuity and Change in Northern Nigeria, 1946-1966* - Princeton: Princeton University Press.
- Zolberg, Aristide 1966 - *Creating Political Order. The Party States of West Africa* - Chicago : Rand McNally.

